

**No. 36604**

---

**France  
and  
Lithuania**

**Agreement between the Government of the French Republic and the Government of the Republic of Lithuania on the readmission of persons in irregular situations. Vilnius, 4 December 1998**

**Entry into force:** *7 January 2000, in accordance with article 17*

**Authentic texts:** *French and Lithuanian*

**Registration with the Secretariat of the United Nations:** *France, 26 April 2000*

---

**France  
et  
Lituanie**

**Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Lituanie relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière. Vilnius, 4 décembre 1998**

**Entrée en vigueur :** *7 janvier 2000, conformément à l'article 17*

**Textes authentiques :** *français et lituanien*

**Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies :** *France, 26 avril 2000*

[ FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS ]

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITUANIE  
RELATIF À LA RÉADMISSION DES PERSONNES EN SITUATION  
IRRÉGULIÈRE

Le Gouvernement de la République Française et

Le Gouvernement de la République de Lituanie

Appelés ci-dessous «les Parties Contractantes»,

Désireux de développer la coopération entre les deux Parties contractantes,

Dans le cadre des efforts internationaux pour prévenir la migration irrégulière,

Dans le respect des droits, des obligations et garanties prévus par les législations nationales et des traités et conventions internationales auxquels ils sont partie, sur une base de réciprocité, sont convenus de ce qui suit :

I - RÉADMISSION DES RESSORTISSANTS DES PARTIES CONTRACTANTES

*Article 1er*

1 - Chaque Partie contractante réadmet sur son territoire, à la demande de l'autre Partie contractante et sans formalités, toute personne qui ne remplit pas ou ne remplit plus les conditions d'entrée ou de séjour applicables sur le territoire de la Partie contractante requérante pour autant qu'il est établi ou valablement présumé qu'elle possède la nationalité de la Partie contractante requise.

2 - La Partie contractante requérante réadmet dans les mêmes conditions et sans formalités la personne éloignée de son territoire conformément à l'alinéa 1, à la demande de l'autre Partie contractante, si des contrôles postérieurs démontrent qu'elle ne possédait pas la nationalité de la Partie contractante requise au moment de la sortie du territoire de la Partie contractante requérante.

3 - Aux fins du présent Article, les personnes visées à l'alinéa 1 doivent pouvoir justifier à tout moment de la date à laquelle elles sont entrées sur le territoire de la République de Lituanie pour la Partie contractante lituanienne, des Etats Parties aux Accords de Schengen pour la Partie contractante française. A défaut, elles sont réputées se trouver en situation irrégulière au regard de la législation de cette Partie.

*Article 2*

1 - La nationalité de la personne faisant l'objet d'une mesure d'éloignement sur la base de l'Article 1, alinéa 1, est considérée comme établie par l'un des documents ci-après :

- un certificat de nationalité,
- un décret de naturalisation ou de réintégration dans la nationalité,

- un passeport en cours de validité,
  - un document national d'identité en cours de validité.
- 2 - La nationalité est considérée comme valablement présumée sur la base de l'un des éléments suivants :
- Un document périmé mentionné à l'alinéa précédent,
  - un livret ou une carte d'identité militaires,
  - un document émanant des autorités officielles de la Partie contractante requise et faisant état de l'identité de l'intéressé (permis de conduire, etc.),
  - une carte d'immatriculation consulaire ou un document d'état-civil,
  - une autorisation ou un titre de séjour périmé, - une photocopie de l'un des documents précédemment énumérés,
  - une déclaration de l'intéressé recueillie par les autorités administratives ou judiciaires de la Partie contractante requérante,
  - des dépositions de témoins de bonne foi consignées dans un procès-verbal.

#### *Article 3*

1 - Lorsque la nationalité est présumée sur la base des documents et des faits mentionnés à l'Article 2, alinéa 2, les autorités consulaires de la Partie contractante requise délivrent sur-le-champ, après réception de la demande, un document de voyage permettant l'éloignement de la personne intéressée.

2 - En cas de doute sur les éléments fondant la présomption de la nationalité ou en cas d'absence de ces éléments, les autorités consulaires de la Partie contractante requise procèdent dans un délai de trois jours à compter de la demande de réadmission à l'audition de l'intéressé.

Cette audition est organisée par la Partie contractante requérante en accord avec l'autorité consulaire concernée dans les délais les plus brefs.

Lorsqu'à l'issue de cette audition, il est établi que la personne intéressée possède la nationalité de la Partie contractante requise, le document de voyage est aussitôt délivré par l'autorité consulaire.

#### *Article 4*

1 - Les renseignements que doit comporter la demande de réadmission et les conditions de sa transmission sont prévus par un Protocole entre les Ministres compétents des deux Parties contractantes.

2 - Sont à la charge de la Partie requérante les frais de transport jusqu'à la frontière de la Partie contractante requise des personnes dont la réadmission est sollicitée.

## II - RÉADMISSION DES RESSORTISSANTS D'ÉTATS TIERS

### *Article 5*

1 - Les Parties contractantes s'efforcent en priorité de reconduire les personnes concernées vers leur pays d'origine.

2 - A défaut, chaque Partie contractante réadmet sur son territoire, à la demande de l'autre Partie contractante et sans formalités, le ressortissant d'un Etat tiers qui ne remplit pas ou ne remplit plus les conditions d'entrée et de séjour applicables sur le territoire de la Partie contractante requérante pour autant qu'il est établi que ce ressortissant est entré sur le territoire de cette Partie après avoir séjourné ou transité irrégulièrement par le territoire de la Partie contractante requise.

3 - Chaque Partie contractante réadmet également sur son territoire, à la demande de l'autre Partie contractante et sans formalités, le ressortissant d'un Etat tiers qui ne remplit pas ou ne remplit plus les conditions d'entrée ou de séjour applicables sur le territoire de la Partie contractante requérante lorsque ce ressortissant dispose d'un visa ou d'une autorisation de séjour de quelque nature que ce soit délivré par la Partie contractante requise et en cours de validité.

4 - Les dispositions de l'alinéa précédent du présent Article ne s'appliquent pas à la délivrance d'un visa de transit.

### *Article 6*

L'obligation de réadmission prévue à l'Article 5 n'existe pas à l'égard :

a) des ressortissants des Etats tiers qui ont une frontière commune avec la Partie contractante requérante;

b) des ressortissants d'Etats tiers qu'après ou avant leur départ du territoire de la Partie contractante requise ou après leur entrée sur le territoire de la Partie contractante requérante, ont été mis en possession par cette Partie d'un visa ou d'une autorisation de séjour

c) des ressortissants des Etats tiers qui séjournent depuis plus de six mois sur le territoire de la Partie contractante requérante;

d) des ressortissants des Etats tiers auxquels la Partie contractante requérante a reconnu soit le statut de réfugié par application de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés telle qu'amendée par le Protocole de New-York du 31 janvier 1967, soit le statut d'apatride par application de la Convention de New-York du 28 septembre 1954 relative au statut des apatrides;

e) des ressortissants des Etats tiers qui ont été effectivement éloignés par la Partie contractante requise vers leur pays d'origine ou vers un Etat tiers,

### *Article 7*

1 - Pour l'application de l'Article 5, alinéa 2, l'entrée ou le séjour des ressortissants d'Etats tiers ou de personnes ayant le statut d'apatride, sur le territoire de la Partie contrac-

tante requise, est établi par les documents de voyage ou d'identité des personnes en question. Il peut également être présumé par tout autre moyen.

2 - Les renseignements que doit comporter la demande de réadmission et les conditions de sa transmission sont prévus dans le Protocole.

3 - Sont à la charge de la Partie requérante les frais de transport jusqu'à la frontière de la Partie contractante requise des personnes dont la réadmission est sollicitée.

#### *Article 8*

La Partie contractante requérante réadmet sur son territoire les personnes qui, après vérifications postérieures à leur réadmission par la Partie contractante requise, se révéleraient ne pas remplir les conditions prévues aux articles 5 et 6 au moment de leur sortie du territoire de la Partie contractante requérante.

### III - TRANSIT POUR ÉLOIGNEMENT

#### *Article 9*

1 - Chacune des Parties contractantes, sur demande de l'autre, autorise le transit sur son territoire des ressortissants d'Etats tiers qui font l'objet d'une mesure d'éloignement prise par la Partie requérante.

Le transit peut s'effectuer par voie terrestre ou par voie aérienne.

2 - La Partie contractante requérante assume l'entière responsabilité de la poursuite du voyage de l'étranger vers son pays de destination et reprend cet étranger si, pour une raison quelconque, la mesure d'éloignement ne peut être exécutée.

3 - Lorsque le transit doit s'effectuer sous escorte policière, celle-ci est assurée par la Partie contractante requérante par la voie aérienne jusqu'aux aéroports de la Partie requise, à condition qu'elle ne quitte pas la zone internationale de ces aéroports. Dans le cas contraire, ou si le transit sous escorte doit continuer par la voie terrestre sur le territoire de la Partie contractante requise, la poursuite de l'escorte est assurée par la Partie contractante requise, à charge pour la Partie contractante requérante de lui rembourser les frais correspondants.

4 - La Partie contractante requérante garantit à la Partie contractante requise que l'étranger, dont le transit est autorisé, est muni d'un titre de transport et d'un document de voyage pour le pays de destination.

#### *Article 10*

La demande de transit pour éloignement est transmise directement entre les autorités concernées, dans les conditions précisées par le Protocole.

#### *Article 11*

Le transit pour éloignement peut être refusé:

- si l'étranger court dans l'Etat de destination des risques de persécution en raison de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques ;
- si l'étranger court le risque d'être accusé ou condamné devant un tribunal pénal dans l'Etat de destination pour des faits antérieurs au transit ;
- pour les cas de transit par voie terrestre, si l'étranger est interdit d'entrée sur le territoire de la Partie contractante requise et représente une menace pour sa sécurité nationale, pour l'ordre public et la santé publique.

#### *Article 12*

Les frais de transport jusqu'à la frontière de l'Etat de destination, ainsi que les frais liés à un éventuel retour, sont à la charge de la Partie contractante requérante.

### IV - PROTECTION DES DONNÉES

#### *Article 13*

Les données personnelles nécessaires à l'application du présent Accord doivent être traitées et protégées compte tenu des législations de protection des données en vigueur dans chaque Etat.

Dans ce cadre,

- a) La Partie contractante requise n'utilise les données communiquées qu'aux fins prévues par le présent Accord,
- b) Chacune des deux Parties contractantes informe, à sa demande, l'autre Partie contractante sur l'utilisation des données communiquées,
- c) Les données personnelles communiquées ne peuvent être traitées que par les autorités compétentes pour l'exécution de l'Accord. Les données ne peuvent être retransmises à d'autres personnes qu'avec l'autorisation préalable écrite de la Partie contractante qui les avait communiquées.

### V - DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET FINALES

#### *Article 14*

Les autorités compétentes des deux Parties coopèrent et se consultent en tant que de besoin pour examiner la mise en oeuvre du présent Accord.

La demande de consultation sera présentée par le canal diplomatique.

#### *Article 15*

Le Protocole déterminant les conditions d'application du présent Accord fixe également :

- les aéroports qui pourront être utilisés pour la réadmission et l'entrée en transit des étrangers;
- les autorités centrales ou locales compétentes pour traiter les demandes de réadmission et de transit;
- les délais de traitement des demandes;
- les procédures de règlement des frais de transport.

*Article 16*

1 - Les dispositions du présent Accord ne portent pas atteinte aux obligations d'admission ou de réadmission des ressortissants étrangers résultant pour les Parties contractantes d'autres accords internationaux.

2 - Les dispositions du présent Accord ne font pas obstacle à l'application des dispositions de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, telle qu'amendée par le Protocole de New-York du 31 janvier 1967.

3 - Les dispositions du présent Accord ne font pas obstacle à l'application des dispositions des accords souscrits par les Parties contractantes dans le domaine de la protection des Droits de l'Homme.

*Article 17*

1 - Chacune des Parties contractantes notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures constitutionnelles ou légales requises en ce qui la concerne pour l'entrée en vigueur du présent Accord qui prendra effet trente jours après la réception de la dernière notification.

2 - Le présent Accord aura une durée de validité de trois ans renouvelable par tacite reconduction pour des périodes d'égale durée. Il pourra être dénoncé avec préavis de trois mois par la voie diplomatique.

3 - Chacune des Parties contractantes peut suspendre provisoirement l'application du présent Accord pour des raisons d'ordre public, de sécurité ou de santé publiques. La suspension sera notifiée par la voie diplomatique et prendra effet 30 jours à compter de sa notification.

Les Parties contractantes se notifieront par la voie diplomatique la remise en application de l'Accord, lorsque les raisons de la suspension auront disparu.

En foi de quoi les représentants des Parties contractantes, autorisés à cet effet, ont apposé leur signature au bas du présent Accord.

Fait à Vilnius le 4 décembre 1998 dans les langues française et lituanienne, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République Française :

MICHEL TOURAINE

Pour le Gouvernement de la République de Lituanie :

VALDIS BIRKAVS



[ LITHUANIAN TEXT — TEXTE LITUANIEN ]

PRANCŪZIJOS RESPUBLIKOS VYRIAUSYBĖS  
IR  
LIETUVOS RESPUBLIKOS VYRIAUSYBĖS  
SUSITARIMAS  
DĖL NELEGALIAI ESANČIŲ ASMENŲ GRAŽINIMO

PRANCŪZIJOS RESPUBLIKOS VYRIAUSYBĖ

IR

LIETUVOS RESPUBLIKOS VYRIAUSYBĖ

Toliau vadinamos "Susitariančiosiomis šalimis",

Siekdamos vystyti bendradarbiavimą tarp abiejų Susitariančiųjų šalių,

remdamos tarptautines pastangas užkirsti kelią nelegaliai migracijai,

gerbdamos nacionaliniuose įstatymuose ir kituose teisės aktuose bei tarptautinėse sutartyse ir konvencijose, kurių narėmis jos yra, numatytas teises, pareigas bei garantijas, abipusiškumo pagrindu susitarė:

**I. SUSITARIANČIŲJŲ ŠALIŲ PILIEČIŲ GRAŽINIMAS**

**1 straipsnis**

1 - Viena Susitariančioji šalis kitos Susitariančiosios šalies prašymu ir be formalumų priima atgal į savo teritoriją kiekvieną asmenį, kuris neatitinka arba nebeatitinka prašančiosios Susitariančiosios šalies teritorijoje taikomų įvažiavimo ar buvimo sąlygų, kai nustatyta arba pagrįstai prezumuojama, kad jis yra atsakančiosios Susitariančiosios šalies pilietis.

2 - Prašančioji Susitariančioji šalis tokiomis pat sąlygomis ir be formalumų kitos Susitariančiosios šalies prašymu priima atgal iš jos teritorijos pagal 1 dalį išsiųstus asmenis, jeigu vėlesni patikrinimai įrodys, kad išvykimo iš prašančiosios Susitariančiosios šalies teritorijos metu jie nebuvo atsakančiosios Susitariančiosios šalies piliečiai.

3 - Taikant šį straipsnį, 1 dalyje nurodyti asmenys privalo bei kuriuo metu Susitariančiaiškai šaliai-Lietuvai įrodyti datą, kada jie įvažiavo į Lietuvos Respublikos teritoriją, o Susitariančiaiškai šaliai-Prancūzijai - datą, kada jie įvažiavo į šalių-Schengen'o susitarimų dalyvių teritoriją. Priešingu atveju, šios šalies įstatymų ir kitų teisės aktų požiūriu jie laikomi esančiais nelegaliai.

## 2 Straipsnis

1 - Asmens, kuris išsiunčiamas pagal 1 straipsnio 1 dalį, pilietybė laikoma nustatyta pagal vieną iš žemiau nurodytų dokumentų:

- pilietybės pažymėjimas,
- natūralizacijos arba pilietybės atgavimo dekretas,
- galiojantis pasas,
- galiojantis nacionalinis asmens tapatybės dokumentas.

2 - Pilietybė laikoma pagrįstai prezumuojama vienu iš tokių pagrindų:

- kuris nors pirmojoje dalyje nurodytas, bet nebegaliojantis dokumentas,
- karinis pažymėjimas arba karinė asmens tapatybės kortelė,
- oficialių atsakančiosios Susitariančiosios šalies institucijų išduotas ir suinteresuotojo asmens tapatybę nurodantis dokumentas (vairuotojo pažymėjimas ir t.t.),
- konsulinės registracijos kortelė arba civilinės būklės dokumentas,
- nebegaliojantis leidimas arba dokumentas, leidžiantis viešėti,
- kurio nors iš aukščiau išvardintų dokumentų fotokopija,
- prašančiosios Susitariančiosios šalies administracinės ar teismo institucijos gauta suinteresuotojo deklaracija,
- sąžiningų liudytojų parodymai apklausos protokole.

## 3 Straipsnis

1 - Kai pilietybė prezumuojama 2 straipsnio 2 dalyje išvardintų dokumentų ir faktų pagrindų, atsakančiosios Susitariančiosios šalies konsuliniai pareigūnai, gavę prašymą, nedelsdami išduoda kelionės dokumentą, leidžiantį išsiųsti suinteresuotąjį asmenį.

2 - Abejonės dėl pagrindų, kuriais grindžiama pilietybės prezumpcija, arba tokių pagrindų nebuvimo atveju, atsakančiosios Susitariančiosios šalies konsuliniai pareigūnai per tris dienas nuo atsiėmimo prašymo pateikimo atlieka suinteresuotojo apklausą.

Tokią apklausą prašančioji Susitariančioji šalis organizuoja, susitarusi su atitinkamu konsuliniu pareigūnu, per trumpiausią laiką.

Atlikus apklausą ir nustčius, kad suinteresuotasis asmuo yra atsakančiosios Susitariančiosios šalies pilietis, konsulinis pareigūnas tuoj pat išduoda kelionės dokumentą.

## 4 Straipsnis

1 - Duomenis, kurie turi būti atsiėmimo atgal prašyme, ir jo perdavimo sąlygas abiejų Susitariančiųjų šalių kompetentingi Ministrai numato Protokole.

2 - Asmenų, kuriuos norima grąžinti, transportavimo iki atsakančiosios Susitariančiosios šalies sienos išlaidas apmoka prašančioji šalis.

## II. TREČIŲJŲ ŠALIŲ PILIEČIŲ GRAŽINIMAS

### 5 Straipsnis

1 - Susitariančiosios šalys pirmiausiai stengiasi tokius asmenis išsiųsti atgal į jų kilmės šalį.

2 - To padaryti nepasisekus, viena Susitariančioji šalis kitos Susitariančiosios šalies prašymu ir be formalumų priima atgal į savo teritoriją trečiosios šalies pilietį, kuris neatitinka arba nebeatitinka prašančiosios Susitariančiosios šalies teritorijoje taikomų įvažiavimo ir buvimo sąlygų, kai nustatyta, kad šis pilietis į šios Šalies teritoriją atvyko iš atsakančiosios Susitariančiosios šalies teritorijos, kur jis viešėjo nelegaliai arba per kurios teritoriją nelegaliai vyko tranzitu.

3 - Viena Susitariančioji šalis kitos Susitariančiosios šalies prašymu ir be formalumų atgal į savo teritoriją taip pat priima trečiosios šalies pilietį, kuris neatitinka arba nebeatitinka prašančiosios Susitariančiosios šalies teritorijoje taikomų įvažiavimo ar buvimo sąlygų, kai šis pilietis turi atsakančiosios Susitariančiosios šalies išduotą galiojančią vizą ar galiojančią leidimą viešėti.

4 - Šio straipsnio 3 dalies nuostatos netaikomos tranzitinės vizos išdavimo atveju.

### 6 Straipsnis

5 straipsnyje numatyta atsiėmimo atgal pareiga netaikoma, kai tai liečia:

a) trečiųjų šalių, turinčių bendrą sieną su prašančiąja Susitariančiąja šalimi, piliečius;

b) trečiųjų šalių piliečius, kurie po išvykimo ar prieš išvykimą iš atsakančiosios Susitariančiosios šalies teritorijos arba po atvykimo į prašančiosios Susitariančiosios šalies teritoriją gavo šios Šalies vizą ar leidimą viešėti;

c) trečiųjų šalių piliečius, kurie prašančiosios Susitariančiosios šalies teritorijoje vieši ilgiau kaip šešis mėnesius;

d) trečiųjų šalių piliečius, kuriems prašančioji Susitariančioji šalis, taikydama 1951 m. liepos 28 d. Ženevos konvenciją dėl pabėgėlių statuso su 1967 m. sausio 31 d. Niujorko Protokolo pataisomis, pripažino pabėgėlio statusą arba, taikydama 1954 m. rugsėjo 28 d. Niujorko konvenciją dėl pilietybės neturinčių asmenų statuso, pripažino asmens be pilietybės statusą;

e) trečiųjų šalių piliečius, kuriuos atsakančioji Susitariančioji šalis tikrai buvo išsiuntusi į jų kilmės valstybę ar trečiąją šalį.

### 7 Straipsnis

1 - Taikant 5 straipsnio 2 dalį, trečiųjų šalių piliečių ar asmens be pilietybės statusą turinčių asmenų atvykimas į atsakančiosios Susitariančiosios šalies teritoriją arba buvimas jos teritorijoje nustatomas pagal šių asmenų kelionės ar asmens tapatybės dokumentus. Tai gali būti prezumuota ir kitais būdais.

2 - Duomenys, kurie turi būti atsiėmimo atgal prašyme, ir jo perdavimo sąlygos numatomos Protokole.

3 - Asmenų, kuriuos norima grąžinti, transportavimo iki atsakančiosios Susitariančiosios šalies sienos išlaidas apmoka prašančioji Šalis.

### 8 Straipsnis

Prašančioji Susitariančioji šalis priima atgal į savo teritoriją asmenis, jeigu atsakančiąjai Susitariančiai šaliai atlikus velesnius jų grąžinimo patikrinimus, paaiškės, kad šie asmenys išvykimo iš prašančiosios Susitariančiosios šalies teritorijos metu neatitiko 5 ir 6 straipsniuose nustatytų sąlygų.

## III. VYKIMAS TRANZITU IŠSIUNTIMO ATVEJU

### 9 Straipsnis

1 - Viena Susitariančioji šalis kitos Susitariančiosios šalies prašymu leidžia vykti tranzitu per jos teritoriją trečiųjų šalių piliečiams, kurie išsiunčiami prašančiosios šalies sprendimu.

Vykū tranzitu galima antžeminiu arba oro keliu.

2 - Prašančioji Susitariančioji šalis prisiima pilnutinę atsakomybę už užsieniečio kelionės į jo paskirties valstybę eigą ir atsiima šį užsieniečių, jeigu dėl kokių nors priežasčių išsiuntimas negali būti įvykdytas.

3 - Jeigu vykimas tranzitu turi būti atliktas lydint policijai, prašančioji Susitariančioji šalis užtikrina, kad policija lydėtų oro keliu iki atsakančiosios šalies oro uosto, su sąlyga, kad policijos pareigūnai neišeis iš šio oro uosto tarptautinės zonos. Priešingu atveju arba jeigu vykimas tranzitu su palyda turi būti pratęstas atsakančiosios Susitariančiosios šalies teritorijoje antžeminiu keliu, palydėjimą užtikrina atsakančioji Susitariančioji šalis, o prašančioji Susitariančioji šalis jai apmoka su tuo susijusias išlaidas.

4 - Prašančioji Susitariančioji šalis garantuoja atsakančiai Susitariančiai šaliai, kad užsieniečiui, kuriam leista vykti tranzitu, nuvykimui į paskirties valstybę turi transporto bilietą ir kelionės dokumentą.

#### 10 Straipsnis

Išsiuntimo atveju, leidimo vykti tranzitu prašymą kompetentingos institucijos vienos kitoms perduoda tiesiogiai pagal Protokole nustatytas sąlygas.

#### 11 Straipsnis

Išsiuntimo atveju, vykti tranzitu gali būti neleistą:

- jeigu užsieniečiui paskirties valstybėje gresia persekiojimas dėl jo rasės, religijos, pilietybės, priklausymo tam tikrai socialinei grupei ar dėl jo politinių pažiūrų;
- jeigu užsieniečiui gresia kaltinimas arba teisimas paskirties valstybės teisme už veikas, padarytas iki vykimo tranzitu;
- jeigu, vykimo tranzitu antžeminiu keliu atveju, užsieniečiui uždrausta atvykti į atsakančiosios Susitariančiosios šalies teritoriją ir jis kelia grėsmę jos nacionaliniam saugumui, viešajai tvarkai ir visuomenės sveikatos apsaugai.

#### 12 Straipsnis

Transportavimo iki paskirties valstybės sienos išlaidas, o taip pat ir su galimu grįžimu susijusias išlaidas apmoka prašančioji Susitariančioji šalis.

### IV. DUOMENŲ APSAUGA

#### 13 Straipsnis

Šio Susitarimo taikymui būtini asmens duomenys turi būti naudojami ir saugomi, remiantis kiekvienoje šalyje galiojančiais duomenų apsaugos įstatymais ir kitais teisės aktais.

Šiuo požiūriu,

- a) atsakančioji Susitariančioji šalis pateiktus duomenis naudoja tik šiame Susitarime numatytiems tikslams,
- b) viena Susitariančioji šalis kitos Susitariančiosios šalies prašymu jai praneša apie pateiktų duomenų panaudojimą,
- c) pateiktus asmens duomenis naudoti gali tik Susitarimą vykdyti kompetentingos institucijos. Duomenis perduoti kitiems asmenims galima tik gavus išankstinį raštišką juos pateikusios Susitariančiosios šalies leidimą.

## V. BENDROSIOS IR BAIGIAMOSIOS NUOSTATOS

### 14 Straipsnis

Abiejų Šalių kompetentingos institucijos bendradarbiauja ir, esant reikalui, konsultuojasi dėl šio Susitarimo taikymo.

Konsultacijų prašymas pateikiamas diplomatinio keliu.

### 15 Straipsnis

Šio Susitarimo taikymo sąlygas apibrėžiantis Protokolas taip pat nustato:

- oro uostus, kuriuos galima naudoti grąžinimui ir užsieniečių įvažiavimui vykstant tranzitu;

- centrinės ar vietos institucijas, kompetingas išnagrinėti grąžinimo ir leidimo vykti tranzitu prašymus;

- prašymų išnagrinėjimo terminus;

- transporto išlaidų apmokejimo tvarką.

### 16 Straipsnis

1 - Šio Susitarimo nuostatos nekliaudo Susitariančiosioms šalims vykdyti užsienio valstybių piliečių priėmimo ar grąžinimo įsipareigojimus, joms kylančius iš kitų tarptautinių susitarimų.

2 - Šio Susitarimo nuostatos netrukdo taikyti 1951 m. liepos 28 d. Ženevos konvencijos dėl pabėgėlių statuso nuostatų su 1967 m. sausio 31 d. Niujorko Protokolo pataisomis.

3 - Šio Susitarimo nuostatos Susitariančiosioms šalims netrukdo taikyti jų pasirašytų susitarimų žmogaus teisių apsaugos srityje nuostatų.

### 17 Straipsnis

1 - Susitariančiosios šalys praneš viena kitai apie jas liečiančių konstitucinių ar teisės procedūrų, būtinų šio Susitarimo įsigaliojimui, įvykdymą. Šis Susitarimas įsigalios praėjus trisdešimčiai dienų nuo atsakomojo pranešimo gavimo dienos.

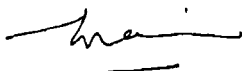
2 - Šis Susitarimas galios tris metus ir jo galiojimo laikas, nė vienai šaliai nepranešus apie priešingą sprendimą, bus pratęsiamas tokios pat trukmės laikotarpiais. Susitarimą galima nutraukti, apie tai prieš tris mėnesius pranešus diplomatinio keliu.

3 - Kiekviena Susitariančioji šalis gali laikinai sustabdyti šio Susitarimo vykdymą dėl viešosios tvarkos, saugumo ar visuomenės sveikatos apsaugos sumetimų. Apie vykdymo sustabdymą pranešama diplomatinio keliu ir jis įsigalios praėjus 30 dienų nuo pranešimo.

Išnykus sustabdymo priežastims, Susitariančiosios šalys diplomatinio keliu praneš viena kitai apie Susitarimo taikymo atnaujinimą.

Tai patvirtindami, šiuo tikslu įgalioti Susitariančiųjų šalių atstovai pasirašė šio Susitarimo apačioje.

Sudaryta Vilniuje, 1998 m. *gruodžio* mėn. *4* d. prancūzų ir lietuvių kalbomis. Abu tekstai turi vienodą galią.



Prancūzijos Respublikos  
Vyriausybės vardu



Lietuvos Respublikos  
Vyriausybės vardu



[TRANSLATION -- TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH  
REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF  
LITHUANIA ON THE READMISSION OF PERSONS IN IRREGULAR  
SITUATIONS

The Government of the French Republic and  
The Government of the Republic of Lithuania,  
Hereinafter referred to as "the Contracting Parties",  
Desirous of developing cooperation between the two Contracting Parties,  
In the context of international efforts to prevent illegal immigration,

In observance of the rights, obligations and guarantees provided for in national legis-  
lation and the international treaties and conventions to which they are parties, on the basis  
of reciprocity, have agreed as follows:

I. READMISSION OF NATIONALS OF THE CONTRACTING PARTIES

*Article 1*

1. Each Contracting Party shall readmit into its territory at the request of the other Contracting Party and without any formalities persons who do not, or who no longer, satisfy the conditions for entry or residence in force in the territory of the requesting Contracting Party, provided that it is proved or legitimately presumed that they possess the nationality of the requesting Contracting Party.

2. The requesting Contracting Party shall, under the same conditions and, without any formalities and at the request of the other Party, readmit persons expelled from its territory in accordance with paragraph 1 if subsequent verification indicates that they were not in possession of the nationality of the requested Contracting Party when they departed from the territory of the requesting Contracting Party.

3. For the purposes of this article, the persons referred to in paragraph 1 must at all times be able to prove, in the case of the Lithuanian Contracting Party, the date on which they entered the territory of the Republic of Lithuania and, in the case of the French Contracting Party, the date on which they entered the territory of the States Parties to the Schengen Agreement. Failure to do so shall place them in an irregular situation under the legislation of the Party concerned.

*Article 2*

1. The nationality of a person subject to an expulsion order based on article 1, paragraph 1, shall be deemed to be established by means of any of the following documents:

- A certificate of nationality;

- A naturalization decree or a decree reinstating nationality;
- A valid passport;
- A valid national identity card.

2. A presumption of nationality shall be deemed to be legitimately established on the basis of any of the following:

- Any document referred to in the preceding paragraph which has expired;
- A service record book or military identity card;
- A document issued by the official authorities of the requested Contracting Party attesting to the identity of the person concerned (driving license, etc.);
- A consular registration card or a document denoting civil status from registry office records;
- An expired residence permit or authorization;
- A photocopy of any of the above documents;
- Particulars supplied by the person concerned, as recorded by the administrative or judicial authorities of the requesting Contracting Party;
- Officially recorded depositions of good-faith witnesses.

#### *Article 3*

1. Where a presumption of nationality has been established on the basis of the documents and facts referred to in article 2, paragraph 2, the consular authorities of the requested Contracting Party shall, after receiving the request, immediately issue a travel document for the expulsion of the person concerned.

2. Where the supporting evidence for a presumption of nationality is open to doubt or does not exist, the person concerned shall, within three days of the readmission request, be granted a hearing by the consular authorities of the requested Contracting Party.

The requesting Contracting Party shall organize the hearing as soon as possible in agreement with the relevant consular authority.

Where it is established, following the hearing, that the person concerned is a national of the requested Contracting Party, the consular authority shall immediately issue the travel document.

#### *Article 4*

1. The competent Ministers of the two Contracting Parties shall establish a Protocol stipulating the information that must be included in the readmission request and the conditions for its transmittal.

2. The costs of transporting persons whose readmission is sought as far as the border of the requested Contracting Party shall be borne by the requesting Contracting Party.

## II. READMISSION OF THIRD-COUNTRY NATIONALS

### *Article 5*

1. The Contracting Parties shall endeavor, as a matter of priority, to return such persons to their countries of origin.

2. If that proves impossible, each Contracting Party shall readmit into its territory at the request of the other Contracting Party, and without any formalities, third-country nationals who do not, or who no longer, satisfy the conditions for entry or residence in force in the territory of the requesting Contracting Party, provided that it is proved that they entered the territory of that Party irregularly after having transited or stayed in the territory of the requested Contracting Party.

3. Each Contracting Party shall likewise readmit into its territory at the request of the other Contracting Party and without any formalities, third-country nationals who do not, or who no longer satisfy the conditions for entry or residence in force in the territory of the requesting Contracting Party, if they are in possession of a valid visa or some kind of valid residence permit issued by the requested Contracting Party.

4. The provisions of the preceding paragraph do not apply to the issue of a transit visa.

### *Article 6*

The readmission obligation pursuant to article 5 shall not apply in respect of:

(a) Nationals of a third country which has a common frontier with the requesting Contracting Party;

(b) Third-country nationals who, before or after their departure from the territory of the requested Contracting Party or after their entry into the territory of the requesting Contracting Party, were issued a visa or residence permit by the requesting Party;

(c) Third-country nationals who have been residing for more than six months in the territory of the requesting Contracting Party;

(d) Third-country nationals whom the requesting Contracting Party has recognized as having either refugee status under the Geneva Convention relating to the Status of Refugees of 28 July 1951, as amended by the New York Protocol of 31 January 1967, or stateless-person status under the New York Convention relating to the Status of Stateless Persons of 28 September 1954;

(e) Third-country nationals who have effectively been expelled by the requested Contracting Party to their country of origin or to a third State.

### *Article 7*

1. Pursuant to article 5, paragraph 2, the entry or stay of third-country nationals or persons having stateless-person status in the territory of the requested Contracting Party shall be established by their travel or identity documents. It may also be presumed by some other means.

2. The Protocol shall stipulate the information that must be included in the readmission request and the conditions for its transmittal.

3. The costs of transporting persons whose readmission is sought as far as the border of the requested Contracting Party shall be borne by the requesting Party.

*Article 8*

The requesting Contracting Party shall readmit into its territory persons who, after verification subsequent to their readmission by the requested Contracting Party, are revealed not to have satisfied the conditions stipulated in articles 5 and 6 when they departed from the territory of the requesting Contracting Party.

III. TRANSIT FOR THE PURPOSE OF EXPULSION

*Article 9*

1. Each Contracting Party shall, at the request of the other, authorize third-country nationals subject to an expulsion order by the requesting Contracting Party to transit through its territory.

Transit may be by land or air.

2. The requesting Contracting Party shall assume full responsibility for the onward journey of the alien to his country of destination and shall take the person in charge again if for any reason the expulsion order cannot be carried out.

3. Where the person in transit is travelling under police escort, such escort shall be provided by the requesting Contracting Party by air as far as the airports of the requested Party on condition that it does not leave the international area of the airports. If the escort is not provided, or, if the transit under escort is to continue by land in the territory of the requested Contracting Party, that Contracting Party shall assure the onward journey of the police escort and the requesting Contracting Party shall reimburse it for the costs involved.

4. The requesting Contracting Party shall assure the requested Contracting Party that the alien whose transit is authorized holds a ticket and a travel document required by the country of destination.

*Article 10*

Requests for transit for the purpose of expulsion shall be transmitted directly between the authorities concerned, in accordance with the conditions stipulated in the Protocol.

*Article 11*

Transit for the purpose of expulsion may be refused:

- If the alien runs the risk of being persecuted in the country of destination on account of his race, religion, nationality, ethnic origin or political opinions;

- If the alien runs the risk of being charged or convicted in criminal court in the country of destination for acts committed prior to the transit;
- In the case of transit by land, if the alien has been denied entry into the territory of the requested Contracting Party and represents a threat to national security, public order or public health.

*Article 12*

Transport costs as far as the border of the country of destination and costs incurred by return transport shall be borne by the requesting Contracting Party.

IV. DATA PROTECTION

*Article 13*

The personal data required in order to implement this Agreement shall be processed and protected in accordance with the data protection laws in force in each State.

Accordingly,

- (a) The requested Contracting Party shall use the information supplied only for the purposes for which the Agreement has been concluded;
- (b) Each Contracting Party shall inform the other, upon request, about its use of the information supplied;
- (c) The personal data supplied may be processed only by the authorities designated to implement the Agreement. The data may be transmitted to other persons only with the prior written authorization of the Contracting Party which supplied them.

V. GENERAL AND FINAL PROVISIONS

*Article 14*

The competent authorities of the two Parties shall cooperate and consult each other on the implementation of this Agreement as the need arises.

Requests for consultation shall be presented through the diplomatic channel.

*Article 15*

The Protocol establishing conditions for the application of this Agreement shall also determine:

- The airports which may be used for the readmission of aliens or their entry in transit;
- The central or local authorities competent to handle readmission and transit requests;
- Time limits for processing requests;
- Procedures for settling transport costs.

*Article 16*

1. The provisions of this Agreement shall be without prejudice to the obligations of the Contracting Parties with regard to the admission or readmission of foreign nationals arising from other international agreements.

2. The provisions of this Agreement shall be without prejudice to the application of the provisions of the Geneva Convention relating to the Status of Refugees of 28 July 1951, as amended by the New York Protocol of 31 January 1967.

3. The provisions of this Agreement shall be without prejudice to the application of the provisions of agreements on the protection of human rights signed by the Contracting Parties.

*Article 17*

1. Each Contracting Party shall notify the other when it has completed the constitutional or legal procedures required for the entry into force of this Agreement. The Agreement shall enter into force thirty days after the receipt of the last such notification.

2. This Agreement shall remain in force for three years and shall be automatically renewed for further three-year periods. It may be terminated upon three months' advance notice through the diplomatic channel.

3. Each Contracting Party may temporarily suspend the application of this Agreement for reasons of public policy, security or public health. Notice of the suspension shall be transmitted through the diplomatic channel and shall take effect 30 days thereafter.

The Contracting Parties shall notify each other through the diplomatic channel that the Agreement has been reinstated, once the reasons for the suspension no longer prevail.

In witness whereof the representatives of the Contracting Parties, being authorized for this purpose, have affixed their signatures to this Agreement.

Done at Vilnius on 4 December 1998 in the French and Lithuanian languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

MICHEL TOURAINE

For the Government of the Republic of Lithuania:

VALDIS BIRKAUS